

# L'Humanité



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
6 janvier 1977

No 599

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## IL FAUT QUE LA LUMIERE SOIT FAITE SUR L'ASSASSINAT DE MAHMOUD SALEH



Mahmoud Saleh, sauvagement assassiné.

Dans un communiqué remis à la presse mardi, le bureau de l'OLP en France déclare notamment: «Pour la quatrième fois en quatre ans, la main criminelle des sionistes abat un militant de la Révolution palestinienne.

Mahmoud Saleh fut un militant de longue date du Fatah et comme ses prédécesseurs, ils se consacraient à démasquer la propagande sioniste et à populariser la juste lutte de notre peuple. En l'assassinant, les agents sionistes agissent dans le cadre d'un vaste complot visant à liquider la révolution palestinienne, mais ces épreuves, aussi rudes soient-elles, n'entament pas notre détermination à poursuivre aux côtés de notre peuple notre juste combat. Elles ne porteront pas non plus atteinte au soutien grandissant manifesté par le peuple français à l'égard de la révolution palestinienne.

Le bureau d'information et de liaison de l'OLP en France voudrait alerter l'opinion française contre de tels actes odieux et rappeler avec insistance aux autorités françaises de tout mettre en œuvre pour que la lumière soit faite sur l'assassinat de notre camarade Mahmoud Saleh».

### Samedi 8 janvier

### RASSEMBLEMENT A L'APPEL DE L'OLP ET DE LA GUPS

### A 10H30 devant l'entrée principale du Père-Lachaise

### Foyers Sonacotra

### GRAND SUCCES DE LA MANIFESTATION DEVANT LE TRIBUNAL DE PUTEAUX

Plusieurs assemblées générales avaient préparé la mobilisation au sein du foyer de Nanterre (1024 résidents). Rien que dans la semaine précédant le procès de mardi matin, deux assemblées générales avaient

eu lieu. De plus, le comité de soutien de Nanterre avait également fait un intense travail de propagande malgré la période des fêtes, et les menaces de quelques fascistes de la mairie PCF. Plusieurs milliers de

tracts furent diffusés, des journaux exposés sur les marchés, des interventions au mégaphone complétaient l'agitation dans les rues et les cités.

(Suite p.5)

### Mardi soir aux «dossiers de l'écran»

### LA TELE AUX KOLLABOS ...

Bien des poings ont dû se serrer, mardi soir, tandis que se déroulait sur les écrans de télévision un débat où la Résistance et ses martyrs ont été insultés, où une brochette d'ordures issues de la Kollaboration est venue faire l'apologie des crimes de Pétain et des autres valets des occupants nazis. Non seulement on a assisté à ce scandale qui constitue le fait que des défenseurs de la Kollaboration puisse s'exprimer mais de plus on a vu revendiquer avec cynisme ses crimes.

Non seulement on veut aujourd'hui nous présenter la Résistance et la Kollaboration comme des sujets dont il faut discuter calmement, comme l'objet d'un débat où il faudrait prendre en considération le point de vue des uns et des autres, mais en plus on en est arrivé à un point où c'est la Résistance qui est mainte-

nant mise en cause par ceux-là mêmes qui se sont vautés dans la trahison.

On a pu, mardi soir, entendre des défenseurs du ministre de l'Intérieur Pucheu, celui qui fit assassiner des otages, qui mit en place la répression contre la Résistance sous le contrôle des nazis.

On a pu entendre une justification des «sections spéciales» mises en place par Pucheu et qui firent assassiner des résistants. Un ancien Kollabo, condamné à mort à la Libération, était là pour affirmer que ces assassinats étaient nécessaires et qu'il fallait que Pétain organise la chasse aux Résistants.

Cette ordure devait également attaquer la Résistance et les combattants communistes, déclarant que «la société française était meurtrie par les attentats individuels qui commençaient».

(suite p.3)

### Nanterre

### Le PCF contre les immigrés

### Le vrai visage du social-fascisme

Samedi dernier, le Comité de soutien aux grévistes du foyer Sonacotra de Nanterre collait des affiches appelant à l'action contre les saisies-arrêts sur salaire.

C'est alors qu'une équipe de 2 voitures dirigée par un responsable du PCF, secrétaire de mairie, M. Fohanno (Tel : 204 72 79) les décollait systématiquement.

Surpris dans leur honteu-

se besoin, ces tristes individus auraient dû s'estimer heureux de ne s'en tirer qu'avec un phare cassé.

Mais, irrités par l'échec du mur du silence dressé autour de la lutte des résistants, grâce à l'activité du Comité de soutien, les responsables du PCF révèlent leur nature fasciste, de type hitlérien. C'est ainsi qu'ils organisent un commando di-

rigé par le même Fohanno pour tenter d'agresser à 3 reprises les membres du Comité de soutien : à leur domicile puis à la sortie de leur travail.

Mais la seule menace d'appel aux locataires voisins fait fuir ces gangsters, et une autre fois c'est grâce à la protection d'adhérents de base trompés du PCF que le guet-apens échoua.

(suite p.5)

### Après 92 jours de grève Les Ecureuils repreignent

Pour être venus moins nombreux que d'habitude à l'assemblée générale du mardi 4 janvier, les écureuils repreignent le travail.

Ils avaient pourtant voté la continuation de la grève (par 418 voix pour et 144 contre avec 12 abstentions).

Ils avaient même auparavant décidé l'occupation à une faible majorité certes, mais pour la première fois !

Et pourtant ils vont reprendre, sans avoir rien obtenu !

Car le chorum, (cette exigence d'un nombre minimum de 650 avancé dès le début du mouvement, à l'initiative des dirigeants du syndicat autonome) n'était pas atteint.

De nombreux travailleurs ont réclamé une Assemblée générale pour tirer les leçons de cette lutte et envisager les suites à lui donner.

La CFDT compte mener une «grève du zèle» pour continuer à exiger satisfaction des revendications. Nous donnerons dans notre édition de demain une information plus complète et nous aurons sans aucun doute à y revenir.

# L'exploitation impérialiste et la dictature fasciste contre le peuple polonais

Le 25 juillet dernier la classe ouvrière polonaise criait sa colère et descendait dans la rue à Ursus et à Random pour protester contre une série d'augmentations des prix renforçant la surexploitation du peuple polonais par la nouvelle bourgeoisie polonaise et par le social-impérialisme.

Ce pillage par le social-impérialisme se traduit, entre autres, au niveau de l'alimentation. Un Polonais demandait récemment si les porcs de son pays avaient la particularité de n'être faits que de têtes et de queues. C'est en effet le plus clair de la viande que l'on trouve dans les boucheries polonaises, et encore, quand il y en a.

La situation, au niveau de la viande, comme d'ailleurs d'autres produits de première nécessité est telle que, dans une lettre citée par la revue «Politika» un lecteur affirmait au mois de septembre, ne plus pouvoir acheter autant de produits alimentaires qu'il y a 5 ans et ce, bien qu'il passe ses dimanches dans les magasins d'alimentation et que sa femme fasse une double journée de travail (la seconde consistant à faire la queue).

Ce lecteur, comme d'autres d'ailleurs, se prononçait pour le rétablissement d'un rationnement qui, pensait-il, assurerait au moins un minimum à chacun (le sucre est déjà rationné).

Or, qu'en est-il exactement, est-ce que la Pologne aurait une production animale à ce point faible qu'elle ne puisse se suffire ? Eh bien, c'est exacte-

ment le contraire qui se produit.

La production de porc, par exemple, est, par habitant, 2,8 fois plus importante en Pologne qu'en France ; la production de bovins en représente 60 % et la production de chevaux par habitant est 8 fois plus importante ! Si on ajoute à cela une production non négligeable de volailles, on peut se demander ce que de-

la 5e productrice mondiale d'avoine et la 11e pour l'orge et les céréales. Derrière cet écran de fumée se cache la vérité qui est, qu'au nom de la division internationale du travail, la viande polonaise file directement chez les nouveaux tsars du Kremlin.

C'est du moins le cas des meilleurs morceaux (c'est pourquoi les porcs polonais n'ont que des têtes et des queues).

lors des luttes d'Ursus et de Random et la bourgeoisie polonaise, dans la plus pure tradition du fascisme, tout en essayant de conserver un masque «libéral», a recours à la provocation et l'agression envers tous ceux qui osent se dresser devant elle.

Ainsi ces derniers jours encore, les avocats des accusés d'une part et des membres du «comité de défense des ouvriers» (\*) d'autre



File d'attente en Pologne, dans un magasin d'alimentation.

vient cette viande et pourquoi une augmentation de 35 % est à nouveau prévue.

## Le pillage du social-impérialisme russe

C'est tout simplement que la Pologne exporte sa viande. La version officielle est qu'il faut des devises lui permettant de payer le fourrage importé alors qu'elle est

La classe ouvrière de Pologne ne l'entend pas cependant de cette oreille et, avec la nouvelle avant-garde qu'elle s'est donnée, le Parti communiste marxiste-léniniste de Pologne, elle mène la lutte depuis maintenant dix ans contre ses nouveaux maîtres révisionnistes et contre l'exploitation social-impérialiste.

## Répression social-fasciste contre le peuple polonais

Les manifestations étudiantes de 1968 de Varsovie n'étaient qu'un prélude à la grande révolte populaire de 1970, à Dantzig, et dans d'autres villes, où l'armée social-fasciste tira sur les grévistes et aux luttes plus récentes de cette année à Ursus et à Random.

«Là où il y a oppression, il y a lutte». Les révisionnistes sont en train d'en faire l'expérience et face à la montée des luttes populaires la seule réponse qu'ils peuvent donner c'est l'intensification de la répression social-fasciste contre la classe ouvrière et contre tous ceux qui contestent leur tyrannie.

Actuellement ont lieu les procès des ouvriers arrêtés

part ont été agressés en pleine rue par des «inconnus». Les perquisitions au domicile de ces personnes sont également devenues monnaie courante ainsi que la saisie arbitraire de tout ce qu'on peut y trouver (machine à écrire, argent des collectes de soutien, etc.).

La nouvelle bourgeoisie au pouvoir espère ainsi, par l'utilisation de ces mesures d'intimidation, tant directement contre la classe ouvrière que contre les anti-fascistes, stopper l'élan révolutionnaire des masses mais elle se trompe ; ces mesures ne font que la démasquer un peu plus et faire apparaître son véritable visage d'exploiteuse du peuple au service direct des nouveaux tsars du Kremlin.

En Pologne se préparent déjà de nouveaux Dantzig et de nouveaux Ursus et la lutte continuera jusqu'au retour au pouvoir de la classe ouvrière guidée par son parti et l'émancipation de l'asservissement du peuple polonais par le social-fascisme et le social-impérialisme.

(\*) Regroupement d'intellectuels antifascistes qui s'est créé à la suite des premières répressions contre les ouvriers d'Ursus et de Random.

## Casablanca

### Procès des marxistes-léninistes

Le procès des 139 Marxistes-léninistes marocains s'est ouvert lundi matin devant le tribunal militaire de Casablanca siégeant en session extraordinaire. Outre les accusés qui comparaissent en personne, 39 autres feront l'objet d'un autre jugement par contumace.

Tous sont inculpés par le régime d'Hassan II d'atteinte à la sûreté de l'État, de tentative de renversement du régime, de constitution d'association secrète, de faux et usage de faux etc.

Il leur est reproché l'appartenance au mouvement Marxiste-léniniste et plus particulièrement à l'organisation clandestine «Ilal Amam» (En avant).

La plupart des inculpés sont en détention préventive depuis près de deux ans. Deux années pendant lesquelles ils n'ont pas renoncé à leur lutte et même obtenu certaines victoires, 104 d'entre eux ont été relâchés et ont bénéficié d'un non-lieu à la suite d'une grève de la faim de tous les détenus.

Parmi les inculpés figurent de nombreux lycéens, étudiants, et enseignants ainsi que Abraham Serfaty, déjà condamné par contumace en septembre 1973, à la réclusion à perpétuité. Arrêté en novembre 1974, odieusement torturé, il a toujours défendu héroïquement son idéal Marxiste-léniniste.

Ce procès, qui durera plus d'un mois sans doute est le dernier des procès politiques qui étaient en instance au Maroc. 8 autres se sont déroulés dans diverses villes du pays durant le second semestre 1976.

Aucun juriste d'aucun pays ne s'est encore manifesté pour obtenir le titre d'observateur international à ce procès. Cela n'empêcha pas les accusés marxistes-léninistes de se transformer à leur tour en accusateur de ce régime qui brade à l'impérialisme les richesses nationales, opprime le peuple Saharoui, exploite et réprime les travailleurs des villes et des campagnes.

Un mouvement de solidarité international est actuellement en train de se développer au niveau international. A la Haye, plusieurs dizaines de personnes ont manifesté lundi après-midi à l'appel du comité des travailleurs marocains aux Pays-Bas, en soutien aux marxistes-léninistes emprisonnés.

Ils exigeaient la libération immédiate de ces militants marocains dont le seul crime est de défendre le peuple marocain contre le régime policier, la vie chère, l'exploitation et le manque de liberté et des autres prisonniers politiques détenus au Maroc.

## Un nouvel émetteur-récepteur est installé en Australie par les sympathisants du Fretilin

Le mouvement pour l'indépendance de Timor Oriental a annoncé mercredi soir à Canberra qu'un émetteur-récepteur de radio en liaison avec la résistance sera installé le mois prochain en Australie malgré l'opposition du gouvernement australien.

Selon le Secrétariat du mouvement à Darwin, un récepteur-radio d'ondes courtes est déjà installé dans les locaux du syndicat interprofessionnel des travailleurs à Darwin pour capter et diffuser les messages du Fretilin, qui étaient auparavant transmis par les télécommunications australiennes.

A deux reprises cette année, le gouvernement Fraser a saisi des émetteurs-récepteurs des sympathisants du Fretilin près de Darwin, et des amendes ont été exigées. Les sympathisants du Fretilin ont annoncé que si leur nouvelle installation était confisquée, ils intenteraient une action en justice.

Les sympathisants du Fretilin ont annoncé qu'ils briseraient le «rideau de silence» qu'ont, selon eux, tenté de jeter Djakarta et Canberra sur l'ancienne colonie portugaise du Timor Oriental. Ils ont indiqué que des informations radio qui leur sont parvenues faisaient état de la poursuite de la lutte et que le Fretilin a infligé de lourdes pertes aux forces indonésiennes.

**PEKIN INFORMATION**  
1 an-52 Nos-21 F

## Protestation de l'OLP auprès de la Croix rouge

L'Organisation de Libération de la Palestine a protesté auprès de la Croix Rouge contre le comportement des forces d'occupation sionistes à l'égard des Palestiniens des territoires occupés, annonce mardi un communiqué de l'OLP.

Dans une lettre adressée lundi au président du Comité international de la Croix Rouge, M. Alexandre Hay, l'observateur permanent de l'OLP à Genève, M. Daoud Barakat, demande notamment que «des mesures nécessaires» soient prises pour la libération de 28 jeunes gens et jeunes filles de 15 à 27 ans, arrêtés dans la nuit du 15 décembre.

La lettre signale également la grève de la faim entreprise depuis 28 jours par 370 détenus de la prison d'Ashkelon et demande à la Croix Rouge de veiller à leur sécurité et à l'amélioration de leur traitement.

## Le patronat et la crise

### UN OPTIMISME DE FAÇADE

«Un coin de ciel bleu s'entrouve...» a déclaré mardi D'Ornano, à propos de la situation économique, devant des journalistes de la presse spécialisée. Il a même déclaré qu'il fallait juger le plan Barre sur les «résultats effectifs». Le ministre de l'industrie capitaliste devait être inspiré dans ses propos par un récent sondage du quotidien «Les Échos», où il est indiqué que 38,2 % des patrons sont optimistes à l'aube de la nouvelle année.

Que signifie en réalité cette apparence d'optimisme du patronat ? Dans le domaine de l'emploi le sondage indique que les patrons embaucheront peu en 1977, que les effectifs salariés des entreprises seront stationnaires, souvent même en diminution.

En fait, les réponses apportées par les patrons au quotidien «Les Échos» montrent que leur intention est de multiplier les licenciements. Ainsi en cas de baisse d'activité, 38,3 % des patrons voudront licencier,

38,7 % voudront réduire les horaires de travail, et 19 % voudront établir le chômage partiel.

En cas de «reprise d'activité, 52 % des patrons ne voudront pas employer de nouveaux salariés.

Voilà quelques chiffres montrant assez bien l'état d'esprit de la bourgeoisie avec l'approfondissement de la crise capitaliste. Le plus intéressant finalement, et qui nous rend, nous, optimistes, c'est que le patronat (d'après ce sondage) a pour principal souci pour la période à venir, «l'agitation dans les entreprises et les risques d'affrontement sociaux».

Le patronat a raison d'avoir peur de la montée des luttes de classe de la classe ouvrière et des autres travailleurs salariés. Ces derniers, accumulent, en particulier depuis le début de la crise, une riche expérience dans les luttes immédiates, accroissent leur vigilance devant les manœuvres des chefs syndicaux qui les trahissent, notamment les bons révisionnistes.

## Mardi soir, aux «Dossiers de l'écran»

### LA TÉLÉ AUX KOLLABOS

(suite de la page une)

L'avocat du traître Laval, se croyant sans doute revenu à l'époque où son père était chef du gouvernement, parlait de «guerre subversive» et insultait le Colonel Fabien. Reprenant les arguments sortis des poubelles du fascisme, il parlait de «second front ouvert par la Russie en France en 41».

Cet individu, comme ses complices, a voulu faire apparaître la Résistance comme étant responsable des exécutions commises par le gouvernement Pétain et les nazis.

Et à plusieurs reprises, on a pu voir ce spectacle révoltant de Kollabos, hautains et se croyant désormais tout permis, affirmant que le «France a approuvé la collaboration».

Mais il y avait ce soir-là une autre chose qui n'aura pas manqué de susciter l'indignation de plus d'un ancien résistant : la présence et l'attitude de

Marcel Paul, représentant le PCF. Cet homme qui fut résistant est un exemple de la déchéance et du reniement du passé où mène le révisionnisme.

N'est-ce pas insulter la mémoire des Sampaix, des Péri, des Sémard et de tant d'autres que de venir débattre calmement avec les défenseurs de leurs assassins, comme s'il n'y avait pas leurs martyrs entre les deux.

C'est sans doute la politique d'«Union du peuple de France» qui conduit à discuter bien au chaud avec ceux qui revendiquent les crimes qu'ils ont commis.

Oui, quel spectacle révoltant que de voir Marcel Paul accepter de voir mis la

Résistance en accusation et tenter de justifier la lutte armée contre les nazis face à des ordures se pavanant en maîtres !

Mardi soir, le PCF, à travers Marcel Paul, a montré qu'il n'a plus aucun droit à se réclamer du combat des Fabien, des Guy Mocquet. Il montre que pour lui la Résistance n'est plus qu'un sujet de conversation que l'on peut avoir avec ceux dont les maîtres ont pour nom Laval, Pétain, Pucheu.

Pour nous, marxistes-léninistes, comme pour tous les honnêtes gens, le sacrifice des combattants de la Résistance demeure vivant et face à leurs détracteurs une seule attitude est possible : les combattre et les écraser.

### Brejnev en France cet été

C'est fin juin ou début juillet que Brejnev viendra en France. C'est ce qu'a annoncé Giscard d'Astaing mardi. Cette visite qui devait avoir lieu au début de cette année est ainsi reculée. Cela n'en laissera que plus de temps aux anti-impérialistes pour réserver au chef de file des nouveaux tsars la réception qu'il mérite.

### UN FLIC «AU DESSUS DE TOUT SOUPÇON»

Devenu dernièrement inspecteur principal, sur l'intervention d'un commissaire, Simoné, le flic truand de l'affaire de Broglie, rendait de multiples services à de nombreuses personnes. Parmi elles on trouve le maire de Puteaux, Ceccaldi Raynaud, dont on parla beaucoup lors de l'assassinat de colleurs d'affiches durant une campagne électorale.

Parmi ses activités, celle-ci : prendre des photos compromettantes de «messieurs bien».

Connu pour ses trafics, Simoné n'en était pas moins un collaborateur éminent

des Renseignements généraux et de la DST, pour lesquels il effectuait notamment des filatures.

Parmi ses activités, il en était également une qui consistait à recruter des «gros bras» pour les campagnes électorales.

Entré dans la police sur intervention d'un préfet, Simoné était intouchable, bien qu'il ait participé à des hold-up, pratiqué le rackett contre des bars, blessé une femme par balles.

C'est l'ex-ministre De Broglie qui, il y a 3 ans, le présenta à De Varga.

En somme, un flic au-dessus de tout soupçon.

## Affaire De Broglie

### La poudrière explosera-t-elle ?

L'affaire de Broglie est loin d'être enterrée en dépit des multiples efforts de Poniatowski et elle provoque une intense agitation dans les milieux gouvernementaux. Communiqués, démentis, nouveaux communiqués se succèdent.

C'est ainsi que mardi, la direction générale de la police a cru bon de publier un communiqué dans lequel elle affirme que Simoné, le flic-truand, ne bénéficiait pas de protection particulière. Démenti, qui, comme tous ceux qui sont faits dans de telles circonstances, est en fait une confirmation des protections dont bénéficiaient Simoné. Ce communiqué montre la gêne de Poniatowski. Dans cette affaire, il semble que beaucoup de choses tournaient autour de ce flic. Connu pour ses liens avec le milieu, il n'en était pas moins inspecteur principal à la Défense.

Mardi, on apprenait que ses liens avec l'associé de de Broglie, de Varga, étaient très étroits puisqu'ils étaient en relation constante au moyen d'un appareil Euro signal, loué par les PTT et qui permet de correspondre à tout moment et en tout endroit.

Par ailleurs, la précipitation mise par Poniatowski à faire accréditer la thèse du crime crapuleux continue de susciter des protestations. C'est ainsi que mardi, le juge d'instruction Braunschweig déclarait : «Il est particulièrement choquant de voir que des fonctionnaires de police qui doivent agir sous le contrôle du juge d'instruction, puissent déjà donner le résultat de leur enquête et qu'un ministre de l'Intérieur prenne la liberté de donner des renseignements sur des procès verbaux qui appartiennent seulement au juge».

Par ailleurs, Simoné était également en rapport avec de Broglie. Son nom figurait en effet sur le carnet de celui-ci. Comme on peut le voir, à la direction générale de la police, on ment comme on respire.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la version des faits donnée par Poniatowski et avec laquelle il espérait que l'affaire serait classée est de plus en plus contestée. Aujourd'hui, une question se trouve posée : la poudrière que constitue l'affaire de Broglie explosera-t-elle ?

## Actif-Avto

### Une multinationale soviétique avec participation du PCF

Nous connaissons déjà les liens de dépendance économique et politique du PCF vis-à-vis de l'URSS. La revue «Commerce extérieur», organe du ministère soviétique du même nom, nous confirme cette dépendance.

En effet, le fameux trust INTERAGRA, du pré-titre du PCF, DOUMENG, apparaît dans le numéro de novembre de cette revue. De quelle façon ?

La revue, dans la rubrique «biographie», nous présente les deux responsables de la firme soviéto-française ACTIF-AVTO. Cette firme a pour actionnaires les sociétés soviétiques Traktoexport, Zapchastexport, et la firme française Interagra.

ACTIF-AVTO, fondée en 1965, étudie, fabrique, monte et commercialise, tout matériel destiné à l'agriculture, au bâtiment et travaux publics et à l'exploitation forestière.

Le directeur général de cette société est le nommé KONONOV, haut fonctionnaire soviétique, qui fut représentant commercial de l'URSS en France entre 1953 et 1956 puis de 1960 à 1965.

Il est à l'heure actuelle un des dirigeants de la firme Avtoexport (exportations de véhicules soviétiques) et vice-président de la firme Tractorexport (exportation de machines agricoles). Mais le plus intéressant, c'est que le PDG de ACTIF-AVTO, lui, s'appelle Gérard Coche qui est français et, depuis 1950 dirige le commerce international de Interagra (aujourd'hui il est directeur de ce groupe, second de Doumeng).

L'existence de la multinationale ACTIF-AVTO qui est contrôlée par l'État et la bureaucratie soviétique, nous montre à souhait ce qu'est le social-impérialisme soviétique et ce que sont les révisionnistes français.

Voilà un élément de plus qui nous montre quel genre d'indépendance ont les Marchais et consorts.

Amis lecteurs aidez nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque



## La crise en Lorraine (2)

# LES TRAVAILLEURS IMMIGRES PARMI LES PLUS TOUCHES

Notre correspondant lorrain a fait une enquête sur la crise économique dans la région, les répercussions de celle-ci dans les différents secteurs.

Dans un premier chapitre, a été abordée la crise dans la sidérurgie.

### LES TRAVAILLEURS IMMIGRES PARMI LES PLUS TOUCHES

En France, les travailleurs immigrés sont plus de 4 000 000, soit 7,7 % de la population totale, et 8,5 % de la population active. Ils étaient en Moselle, au 1er janvier 1976, plus de 120 000, dont 60 335 exerçaient une activité professionnelle comme suit :

- salariés :	58 400
- artisans :	1 012
- commerçants :	630
- industriels et chefs d'entreprise :	293

Les femmes immigrées occupant un emploi sont 4 800, et ne représentent que 8 % de la population active, alors que le taux des françaises s'élève à 27 % des salariés. Ce fait s'explique car les femmes immigrées ont beaucoup de mal à trouver du travail et sont les premières licenciées.

Représentant 16,5 % de la population active totale du département de la Moselle (qui est de 350 000 personnes) ce taux est deux fois supérieur à la moyenne nationale (8 %) et supérieur à la densité démographique départementale puisque les travailleurs immigrés ne représentent que 12 % de la population totale.

Ces travailleurs immigrés sont occupés dans les branches d'activité suivantes :

- ouvriers qualifiés :	7 120	soit 12 %
- mineurs :	4 900	soit 8 %
- employés de maison :	730	soit 1,3 %
- les cadres moyens et supérieurs sont rares (0,7 %) de même que les professions libérales (0,2 %).		

Mais les travailleurs immigrés occupés dans la sidérurgie et les industries de transformation sont 33 500 soit 51 % des travailleurs immigrés et 40 % du total.

Remarquons que, si en 4 ans, de 1970 à 1974, le chiffre de la population active immigrée est demeurée, en Moselle, relativement sta-

ble (aux environs de 60 000), la bourgeoisie se contentant de remplacer la force de travail usée par la force de travail neuve, par contre, en 1975, le nombre des travailleurs immigrés a diminué de 1 100 ! Cette « évolution » a résulté des mesures prises par le gouvernement depuis janvier 1974, mesures qui sont toujours en vigueur, et vont s'appliquer à plein régime à l'occasion de la crise dans la sidérurgie lorraine, accompagnée de licenciements.

### L'ENSEMBLE DES MASSES LORRAINES TOUCHE PAR LA CRISE CAPITALISTE

Outre la suppression d'emplois dans les mines de fer et la sidérurgie à la Chiers de Longwy à Usinor-Thionville, l'aggravation du chômage partiel à Usinor et à Sacilor (au moins de 20 %), Sollar risquant d'être atteint, il convient de considérer les conséquences de cette crise de la sidérurgie sur tous les aspects d'une région déjà plus atteinte par la crise générale du système capitaliste : une région qui compte officiellement 36 864 demandes d'emplois non satisfaites, 8 620 nouvelles demandes d'emplois en novembre, une région où 64 % des chômeurs ont moins de 25 ans.

Ainsi, si l'aciérie OBM d'Usinor n'est pas construite à Thionville, 2 000 postes ne seront pas créés ; sans compter les inévitables répercussions sur les autres entreprises de la région, telles les sous-traitances ayant pour principal client l'un ou l'autre des « géants » de la sidérurgie et qui, faute de commandes, devront mettre la clef sous le paillasson. D'où un nombre de licenciements beaucoup plus grands en fait que celui que l'on avance.

La crise de la sidérurgie frappe aussi de plein fouet

des entreprises plus petites par la taille.

Ainsi, la mine de fer de Bazailles a été en chômage conjoncturel entre Noël et Nouvel an. Cette mesure reconduite le lundi 3 janvier et chaque samedi de janvier 1977, les enlèvements de minerais étant passés de 117 600 tonnes en septembre à 96 400 tonnes en octobre et à 96 000 tonnes aujourd'hui.

Ainsi, le patron de la mine de Hussigny-Godbrange a annoncé la suppression de 46 emplois : ses effectifs passeront ainsi au cours de l'année 1977 de 105 à 70 ouvriers et de 31 à 20 em-

ployés, techniciens, agents de maîtrise, la réduction d'effectifs étant obtenue par des départs à la retraite anticipée et des mutations. Par ailleurs, il est probable que l'horaire hebdomadaire soit ramené à 32 heures au cours des deux premiers mois de 1977.

La crise de la sidérurgie, industrie de base de la Lorraine, a des conséquences indirectes sur de nombreux autres secteurs de l'économie.

La réduction des effectifs dans la sidérurgie lorraine se traduira entre autres pour les PTT par une baisse de trafic, la fermeture des

petits bureaux de poste et la réduction des effectifs actuels.

Dans l'enseignement, les travailleurs de l'éducation nationale sont directement touchés : pour les élèves, le poids des études, transports scolaires, cantines, fournitures diverses, deviendront de plus en plus insupportables. De nombreux jeunes devront, sans formation, entrer plus tôt dans la vie active.

De plus, le départ forcé de travailleurs sans emploi entraînera inévitablement la disparition d'un certain nombre de postes d'enseignement.

Un des aspects nouveaux

de la crise est que le chômage, pour la première fois, atteint aussi les cadres. Le nombre de cadres au chômage (586 en janvier 1976, atteint 1 270 en novembre) augmente déjà plus rapidement (plus 9 pour mille) que celui des autres travailleurs (plus 1 pour mille). Ainsi, le 20 novembre, on a vu 1 000 cadres lorrains dans la rue, manifestant « contre le plan Barre ». Même les larbins traditionnels du système capitaliste sont frappés par la crise : le marasme du système capitaliste est vraiment grand !

(A suivre)

## A l'« Imprimerie Générale » de Grenoble MOBILISATION CONTRE UN LICENCIEMENT malgré le sabotage du délégué syndical CGT

L'« Imprimerie Générale », à Grenoble, emploie 65 ouvriers. Le directeur général s'appelle Cellard, qui n'est autre que l'administrateur du quotidien bourgeois « Le Dauphiné Libéré ». La spécialité de l'entreprise : les emballages alimentaires et autres.

Face à un licenciement, les ouvriers se sont immédiatement mobilisés et ont dû affronter le délégué syndical CGT qui veut empêcher la lutte. Malgré un recul momentané, du fait du sabotage révisionniste, les ouvriers ont des perspectives de lutte :

- 1) Faire une motion critique par rapport à la CGT.
- 2) Constituer un comité de soutien.

A cet effet, ils vont prendre contact avec les

Le samedi 11 décembre à 11h 45 c'est à dire 1/4 d'heure avant la fin de la semaine, un de nos camarades, militant actif de la section syndicale, est licencié en deux coups de cuillères à pot. Le motif : faute grave pour avoir contesté et refusé par lettre recommandée un avertissement qui lui avait été donné pour une absence d'une journée, bien que celui-ci en ait fourni la justification indiscutable.

Dès l'après-midi, trois camarades de la section se réunissent et élaborent un tract résumant les faits, disant « non au licenciement » et appelant à la constitution d'une Assemblée Générale le lundi matin à 8 h.

L'Assemblée qui représente une bonne moitié des ouvriers, rédige une motion demandant le maintien de l'emploi de notre camarade, vote une grève de 4 heures, impose une négociation et... essuie le refus de la direction.

La grève est reconduite l'après-

midi et l'Assemblée élabore en tract, va le faire imprimer à la Bourse du Travail et organise un groupe de diffuseurs qui se charge d'aller le distribuer dans les plus grosses imprimeries de Grenoble. Pendant ce temps de nouvelles négociations ont lieu avec la direction qui oppose toujours son refus.

Peu avant 18 h, l'Assemblée vote la suspension de la grève jusqu'au lendemain 14 h où de nouvelles négociations doivent avoir lieu : nouveau refus, nouveau débrayage, beaucoup moins massif car entre temps le délégué syndical avait effectué un travail de démobilisation intense : disant « qu'on n'allait pas faire la grève pour ce gars-là, qu'il n'allait pas risquer sa place pour lui » etc.

Les grévistes se rendent à la Bourse du Travail pour faire prendre position au bureau de la FFTL (travailleurs du livre) qui les assure (?) de son soutien (pétitions, télégrammes etc.)

Mercredi matin, tout le monde re-

ouvre les portes de la SAGEP en lutte contre les licenciements (Cf. HR du 29 décembre), pour se joindre à elles, participer à la fête qu'elles préparent pour le 8 janvier, au centre social Chorier-Berriat, et voir ensemble les nouvelles luttes à mener.

Ce sont des initiatives que l'on ne peut qu'encourager, quand on sait l'influence des dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT dans le secteur de l'imprimerie.

Il est certain que (comme à l'Imro), pour vaincre, les ouvriers devront s'affronter à l'appareil PCF-CGT et à sa ligne de collaboration de classe.

Voilà le compte-rendu de la lutte en cours, fait par des travailleurs de l'entreprise.

Le samedi 11 décembre, le camarade prend le travail, mais décide de rester prêt à riposter. Le camarade est toujours, ce lundi soir 20 décembre, à son poste de travail. La section syndicale (moins le délégué) a décidé de refuser le licenciement et de tout mettre en oeuvre pour le maintien de l'emploi de leur camarade : débrayage, distribution de tracts à l'Arbre de Noël du CE, popularisation, actions etc.

Il est clair que le rapport de forces qui était favorable le 13 décembre est retombé à cause du sale travail de collaboration du délégué syndical, mais la section reste mobilisée sur ce problème grave à ses yeux, car la lutte pour le maintien de l'emploi est de plus en plus à l'ordre du jour devant la montée du mécontentement populaire et des luttes dans les usines.

Non à la répression syndicale  
Non aux licenciements  
Des travailleurs de l'imprimerie générale de Grenoble

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS!  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



Dumont-Besson

## A PROPOS DE LA FAILLITE D'UNE ENTREPRISE DU BATIMENT

Dumont-Besson a déposé voilà plus de 2 mois son bilan et assigné en «liquidation de biens» la SEMISE, société mixte du sud-est parisien, qui avait refusé d'acquiescer une dette de 12 millions de francs, l'acculant ainsi à la faillite (voir article p.6). La SEMISE fait partie des quelques centaines de sociétés à majorité d'actions «publiques» qui traitent avec la caisse des dépôts et consignations, grande banque d'Etat mais aussi avec Paribas et l'Immobilier Construction de Paris. Les difficultés croissantes dans le secteur du bâtiment et dans ses sociétés d'économie mixte (la SACI appartenant à Paribas est également en perte) témoignent de l'approfondissement de la crise.

Et il est logique dans la jungle capitaliste que la restructuration profite aux gros requins au détriment des moins gros. Dans tous les cas c'est sur le dos de la classe ouvrière qu'elle se fait.

L'entreprise Dumont-Besson, l'une des plus vieilles maisons du bâtiment, localisée dans la région parisienne, a 113 ans d'ancienneté. 113 ans pendant lesquels ses patrons successifs ont pu faire à loisir des profits et accumuler du capital par l'exploitation de générations de travailleurs, aux prix de très nombreux mutilés et blessés.

### Dumont-Besson ne sont pas à plaindre

JP Dumont, président de la Fédération parisienne du bâtiment s'est associé à Besson. En 1970 pour résoudre certaines difficultés, semble-t-il, ils ont pris comme associés 6 patrons hollandais avec lesquels ils ont signé un contrat de 5 ans.

A l'expiration du contrat ils ont déclaré faillite et sont partis sans crier gare, les poches sans doute bien garnies. Certains pensent qu'ils font peut-être fructifier leur capital en Hollande ou ailleurs, là où l'exploitation rapporte plus de profit. En tout cas, on peut leur faire confiance pour s'en être bien «tirés», alors qu'il en va tout autrement pour les travailleurs dont certains étaient exploités chez eux depuis plusieurs années.

Maintenant qu'ils ont engraisé leurs patrons ils risquent de se trouver sur le pavé.

### Pour les ouvriers, ce sont les licenciements !

L'entreprise (qui emploie 800 personnes) a été confiée à un syndicat qui est ainsi devenu le patron des chantiers en cours : Longjumeau, Saint-Ouen, Bois d'Arcy, dans le 15e, dans le 16e, Pontoise, Saint-Maurice, Vitry, etc. Le syndicat dit aux employés : «Les chantiers portent encore le nom de Dumont-Besson

mais pour l'instant c'est moi le patron». Il a déjà licencié les employés de bureau (à peu près une centaine) avec les 90 % «du licenciement pour raisons économiques».

Par contre il se dit désireux de trouver un acheteur pour «l'entreprise et les ouvriers», pour la plupart algériens et portugais.

Cela permettrait notamment de licencier 700 ouvriers à la fin du chantier, avec 40 % d'indemnité alors que sinon ils ont droit aux 90 %. Mais en ces temps difficiles, les acheteurs font la fine bouche. La SAE qui a pourtant l'habitude d'avaliser des entreprises en faillite semble cette fois trouver le morceau trop gros à avaler.

Le syndicat a donc dû continuer à payer les ouvriers pour décembre, bien qu'il ait menacé auparavant :

«S'il n'y a pas d'acheteur je vous donne la dernière paye le 10 décembre». Il a entrepris des pourparlers avec Bouygues notamment. En attendant les ouvriers sont dans l'incertitude absolue du lendemain et risquent d'être tôt ou tard jetés sur le pavé !

Nous avons demandé à l'un d'entre eux de nous parler de la maison «Dumont» et de ce que représentait pour les ouvriers la «faillite».

### INTERVIEW D'UN OUVRIER DE DUMONT-BESSON

Depuis combien de temps travailles-tu dans cette entreprise ?

Depuis 13 ans bientôt 14. J'ai d'abord travaillé au dépôt de Villeneuve-le-Roi

dans une usine qui fabriquait de la ferraille pour la vendre à d'autres chantiers. En 70 il a fermé et j'ai été transféré à la «préfa» où on fabriquait les pièces à ciment. Quand elle a fermé en 71 j'ai été dans le chantier à Vitry. Quand ce chantier a été terminé, 80 ouvriers ont été foutus à la porte, quelques uns seulement avec 90 % et la plupart avec 40 % comme indemnité de fin de chantier. On a essayé de dégouter le maximum d'ouvriers en les envoyant au loin pour qu'ils prennent leur compte : ainsi j'ai été envoyé à Bois-d'Arcy ce qui me fait 4 heures de transport par jour. Mais j'ai tenu bon car si je suis en France c'est pour gagner mon pain et je ne partirai pas sans rien après tant d'années d'exploitation.

Quel genre de patron était Dumont ?

C'était un malin très paternaliste avec ses ouvriers. Tu sais qu'il règne sur les chantiers une mentalité patronale qui a des relents de féodalisme. Le patron fait tourner sa main d'œuvre mais garde avec lui de chantier en chantier les ouvriers qui lui rapportent le plus, qui ont des connaissances, et bien sûr ceux qui ont une mentalité de lar-

bins. Dumont gardait par exemple les ouvriers accidentés... en les payant au rabais et il estimait qu'ils devaient lui en être reconnaissant ; s'il ne les avait pas gardés un autre patron ne s'en serait pas encombré !

En 67, pendant la guerre des six jours, il a tenu à faire savoir qu'il considérait les ouvriers arabes au même titre que les français et qu'ils devaient continuer leur travail tranquillement. En 70, alors que certains patrons licenciaient des arabes, il a ordonné aux chefs : «pas de racisme».

Est-ce qu'il prenait autant soin qu'il l'a dit de la sécurité des ouvriers ?

Comme ailleurs dans le bâtiment, j'ai vu beaucoup d'accidents, surtout à la «préfa» où ils étaient écrasés par les pièces à ciment. A Vitry, il a nommé un délégué à la sécurité pour engueuler les chefs qui faisaient trop bourrer.

Cela n'a pas empêché qu'il y ait un mort. Le directeur du chantier disait quand on lui parlait d'acheter du matériel de protection : «je suis d'accord, mais si j'achète ce n'est plus rentable, ça vaut plus le coup».

Que pensent les ouvriers de la faillite ?

D'après nous un patron malin comme celui-là, il a dû déjà placer son argent autre part, peut-être en Hollande ou en Allemagne. Les ouvriers n'ont été mis au courant de la faillite que longtemps après qu'un syndicat ait été désigné. Ils sont mécontents car Dumont-Besson ont disparu en les laissant sur la paille alors qu'ils les ont engraisés pour certains depuis des dizaines d'années. Ils disent «On a signé un contrat et maintenant on veut nous foutre à la porte sans rien du tout». Les employés, ils ont eu les 90 % parce qu'ils sont français pour la plupart. Mais les ouvriers étrangers on veut les passer à un autre patron pour qu'il les licencie avec 40 % en fin de chantier. Alors ils veulent au moins les 90 %. Mais après où trouveront-ils de l'embauche ? Il y a de la difficulté partout dans le bâtiment. Un ouvrier a proposé d'occuper le chantier, mais le délégué CGT l'a dissuadé en disant : «si on fait ça on est foutu». Pourtant ils sont assez nombreux à penser que c'est maintenant, alors que le chantier est encore entrain, qu'il faut faire quelque chose. Après, avec quoi on fera pression sur le patron ?

## Foyers Sonacotra GRAND SUCCES DE LA MANIFESTATION DEVANT LE TRIBUNAL DE PUTEAUX

(Suite de la p. 1)

Dès 4 heures du matin dans la nuit de lundi à mardi, le foyer était réveillé à l'initiative du comité de résidents. Ce sont environ 800 résidents qui partent en manifestation à 8 h à travers les rues de Nanterre et de Puteaux, diffusant de nombreux tracts à la population.

La manifestation était silencieuse, mais de nombreuses banderoles émergeaient du cortège : «Halte aux saisies-arrêts sur nos salaires», «Retour de nos camarades expulsés», «Vive le comité de coordination».

Le tout donnait une forte impression de confiance et de détermination. Devant l'Hôtel de Ville de Puteaux la manifestation rejoignait les quelques français venus soutenir leurs frères immigrés, trop peu nombreux malheureusement.

Après plusieurs dizaines de minutes d'attente le juge annonce le report du jugement au 1<sup>er</sup> février.

Le prétexte donné c'est que de nouvelles pièces ont été versées au dossier par la Sonacotra sans que la défense en ait eu connaissance. Mais ce report est surtout une victoire de la mobilisation et ne peut qu'encourager tous les résidents à renforcer leur unité et les militants progressistes à intensifier la propagande et le soutien en direction des travailleurs français. Un élément supplémentaire d'encouragement est la décision du tribunal de Pontoise qui vient de refuser les saisies-arrêts sur salaires au foyer de St Ouen — L'automne, désavouant ainsi les marchands de sommeil racistes de la Sonacotra. Quant aux révisionnistes eux aussi sont affolés devant la per-

sistance d'une lutte qu'ils ont tout fait pour démolir ; ainsi un journaliste de l'Humanité Dimanche prenait des photos et questionnait des travailleurs devant le tribunal, mais quelle que soit leur tactique, les résidents de Nanterre savent de quel côté ranger les révisionnistes ; du côté de l'ennemi.



## Nanterre Le PCF contre les immigrés LE VRAI VISAGE DU SOCIAL-FASCISME

(suite de la p. une)

Ces honnêtes travailleurs exigent des explications de leur parti et sont prêts à déchirer leur carte si ces fascistes ne sont pas désavoués.

Parce que c'est en s'appuyant sur les masses qu'on fait échec aux sociaux-fas-

cistes (socialistes en paroles, fascistes dans les actes) un tract révélant ces faits et appelant les locataires à s'y opposer est distribué le soir même dans la cité du camarade.

Le PCF est désormais impuissant à dissimuler la juste lutte des travailleurs des foyers Sonacotra ; des milliers d'habitants de Nanterre ont vu aujourd'hui plusieurs centaines de résidents manifester en ville pour leurs justes revendications. Les traîtres devront rendre des comptes à la population.

QUAND VOUS  
AVEZ LU  
LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS  
DONNEZ-LE



# La S.E.M.I.S.E. en difficulté

## Les révisionnistes en sont actionnaires

La SEMISE fait partie des nombreuses sociétés (près de 500) créées par l'État depuis une vingtaine d'années pour permettre aux municipalités de se lancer dans les opérations de promotions immobilières. La municipalité de Vitry l'a utilisée pour gérer la rénovation notamment celle du centre-ville : 19 hectares, 1 700 logements, des galeries marchandes, une voie piétonnière, 100 millions de francs.

Les habitants des petites maisons qui se trouvaient là ont été expropriés, des bâtiments allant jusqu'à 30 étages ont été construits par Dumont-Besson, un Viniprix est venu s'installer à grand tapage de publicité etc.

Mais ce n'est pas le «boom» attendu : les couches plus bourgeoises boudent cette ville de banlieue tandis que les logements plus chers que ceux des HLM sont inaccessibles pour les ouvriers et les milliers de mal-logés de Vitry. Un nombre relativement élevé de logements en accession à la propriété reste invendu.

La municipalité tient à passer pour un actionnaire irréprochable et pour un promoteur immobilier efficace. Dans un communiqué, elle déclare : «Si l'opération a pu se poursuivre, on le doit aux efforts déployés par la commune de Vitry, l'Office municipal d'HLM et de la SEMISE elle-même».

La municipalité de Vitry a donc appuyé les démarches de la SEMISE auprès des ministères de l'équipement et des finances. «Dans le laps de temps, comme elle le déclare elle-même, M. JP Dumont, président de la Fédération parisienne du bâtiment, attirait l'attention du gouvernement et des conseillers généraux d'Ile de France.»

Le 29 novembre, le maire de Vitry faisait la demande au ministère des Finances «d'une réunion d'urgence et d'une concertation de toutes les instances intéressées». Bref, des démarches tout à fait convergentes.

des terrains qui doivent être mis à sa disposition bien qu'ils ne soient pas tous libérés... L'office municipal d'HLM s'est acquitté de l'intégralité des charges foncières dues pour les 509 logements et les commerces qu'il a réalisés. Quant à la SEMISE, elle s'est libérée de 85,47 % des charges foncières pour ses constructions».

Mais n'y a-t-il pas un lien entre cette gestion «irréprochable» de la SEMISE par exemple et l'augmentation des loyers ?

Lorsque cette augmentation a été annoncée les locataires de la cité Touraine du quartier Balzac ont pensé bien évidemment à une grève de l'augmentation et non pas à applaudir une «bonne gestion» qui se faisait sur leur dos.

N'est-ce pas parce que les élus sont actionnaires à la SEMISE que le PCF, après avoir fait mine de soutenir,

ainsi les gestionnaires révisionnistes de l'OPHLM et de la SEMISE ont partie prenante comme Dumont-Besson dans le mode de production capitaliste immobilier.

Ils sont partie prenante également dans la cherté des loyers et l'exploitation féroce des ouvriers du bâtiment dont de nombreux ont été blessés au cours de l'opération «Centre-ville» et l'un tué en 1974 du fait, comme l'avait révélé à l'époque un bulletin de Vitry du PCMLF, de l'absence de filet de protection.

augmenter à deux reprises en 1975, la caution d'emménagement portée de façon arbitraire à plus de deux



Le scandale des tours du Midi : des loyers inabordable, des logements vides, promoteur privé

Comme l'indiquent les légendes des photos tirées du bulletin municipal, la municipalité révisionniste veut faire croire qu'il n'y a qu'aux «tours du Midi», promoteur privé, que les logements sont vides.

En fait, il y en a aussi bien à la SEMISE, logements inaccessibles aux 3 500 familles de mal-logés dont les 3/4 ont des ressources inférieures à 3 000 F par mois.

mois de loyers pour les anciens locataires, les immeubles se dégradent rapidement faute d'entretien suffisant.

C'est à ce prix que l'Office a payé ses charges foncières dans l'opération «Centre-ville» et a pu vendre des commerces qui fourniront une patente appréciable à la municipalité. Le Conseil d'administration a d'ailleurs eu le cynisme de reconnaître que les locataires finançaient avec leurs loyers cette opération en déclarant le 30 novembre : «Le déficit est la conséquence de l'aggravation des conditions de financement des opérations de construction... Pour équilibrer les comptes, une augmentation globale des loyers de 9,2 %, à intervenir au 1er janvier 1977, serait nécessaire».

Quant aux «efforts» de la commune n'ont-ils pas consisté aussi à augmenter les impôts locaux, que payent tous les habitants de Vitry pour financer son opération ?



Ces immeubles, au prix de nombreux blessés et plusieurs morts, ont permis de réaliser de gros profits.

### De bons gestionnaires du capital

Dans son communiqué, «La SEMISE manque de moyens pour terminer la rénovation», la municipalité après avoir fustigé le retard de financement du département et du gouvernement vante la bonne gestion de la commune et des sociétés immobilières auxquelles elle participe : «La commune s'est libérée à 86 % du prix

a fait une intense campagne pour faire apparaître la volonté de lutte comme «minoritaire» et démobiliser les locataires ?

### Ce sont les travailleurs qui font les frais

La bonne gestion de l'opération rénovation-centre-ville tous les travailleurs de Vitry en ont subi les conséquences. Les locataires de l'OPHLM ont vu leur loyer

## EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

### Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	9 268 F	Suppl. réabt CM	100 F
CDHR Fernand Sacy	150 F	" " BC	18 F
" Chou En-lai	350 F	" " BL	60 F
CE	500 F	NL en timbres	50 F
Ni plan Barre ni programme commun	100 F	M. Mme LJP	100 F
Un infirmier de R.	200 F	PJ ou L	400 F
Une empl. de bur. de R	2 000 F	Suppl. réabt J	5 F
Un kinési	100 F	" " BV	10 F
M. Mme JES	200 F	M. Mme TJC	500 F
En soutien à HR KA	500 F	Pour le journ. de la Révol.	
Suppl. réabt AG	55 F	CDHR A. Theisz	100 F
" " NL	40 F	Soutien au journal AM	100 F
AP	70 F	TOTAL AU 31/12/76	
Des postiers Nord Finistère	60 F		13 236 F



### Communiqué

Nous annonçons à tous nos lecteurs la sortie d'une brochure consacrée à la lutte contre les attaques anti-communistes et la ligne réformiste au sein de la CFDT.

Cette brochure sortira en deux fois dans nos éditions datées du lundi 10 janvier et du mardi 11 janvier en pages 3,4,5, et 6 du journal. Nous en réaliserons également un tirage supplémentaire dès maintenant à l'administration du journal.

### Exposition

## MAO TSE-TOUNG EDUCATEUR DES PEUPLES REVOLUTIONNAIRES



68, rue de Belleville

Du 18 décembre au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi  
11 H - 13 H et 17 H - 19 H 30  
Le vendredi : 11 H - 13 H et 17 H - 21 H  
Le samedi : 10 H à 19 H 30  
Le dimanche : 10 H 30 à 13 H



culturel

# Les travailleurs s'emparent de la littérature

Nous publions aujourd'hui deux fables, l'une envoyée par un lecteur sur la vigilance face aux deux superpuissances, l'autre écrite par un agriculteur et parue dans «Vent d'ouest» sur les paysans et leurs exploiters.

## Le singe, l'autruche et le tigre

Un singe espiègle et laborieux  
Vivait au bon voisinage  
D'une autruche d'un certain  
âge  
Au caractère un peu peureux.

Un jour, le singe, fort affairé  
A arracher des tubercules.  
Vit au loin qui s'approchait  
La tête basse et menaçante  
La silhouette superpuissante  
Du tigre appelé T-60.

Il courut à perdre haleine  
Vers dame autruche, pour  
l'avertir :  
«Ohé, ohé, oiselle altièr,  
éveillez-vous !  
Un grand danger nous  
menace  
Le tigre sanguinaire  
Vers nos contrées porte ses  
croc». L'autruche, ôtant sa tête  
d'un trou  
Où elle planait dur,  
s'exclama :

«Quoi, que dites-vous, avez-  
vous bu ?  
Quelle extravagance ! Entre  
un tigre et un chat  
Vous avez confondu, voilà  
tout !  
Calmez-vous, mon ami,  
Et laissez moi rêver mon  
saoul.

— Rêver ! cria le singe, alors  
que la mort nous menace !

Il faut se préparer  
Tendre des pièges, tailler des  
pieux,  
Creuser des trappes, tisser  
des nasses.  
Il faut se préparer pour se  
battre !

— Se battre ? Vous n'y  
pensez pas, clamait l'autruche  
Est-ce la guerre que vous  
voulez,  
Ou bien que je sois avec  
vous dévorée ?  
Le tigre est là ? Fort bien !  
Laissez-le donc passer !  
Faites bon accueil à son  
ambassade  
Veut-il un mets, donnez-le lui  
Et apaisez sa faim.  
Nous voyant désarmés et  
amicaux  
Il comprendra que nous ne  
lui en voulons point.

— La faim du tigre est  
insatiable, cria le singe  
Ne le savez vous pas, son  
appétit est impérial  
Et n'a d'égal que sa voracité.

— Ah, baste, dit l'autruche,  
vous nous ferez tuer !  
Et sur ce, elle enfonce  
dérèchef sa tête dans le sol.

Le singe désappointé, s'en  
fut seul au logis.  
Décidé à défendre sa  
demeure.

Il l'entoure d'une fosse  
bordée de pieux  
Puis va se nicher sur un des  
arbres proches  
Avec de grosses pierres  
gonflant ses quatre poches.

Quand le tigre arriva, terrible  
et affamé,  
Il vit l'autruche  
Perchée le cul en l'air,  
méditante et lointaine  
Avec un certain air de ne  
pas y toucher.

«Hola ! rugit le tigre  
Ne me saluez-vous point ?  
C'est qu'on me prend peut-  
être pour le dernier des  
rustres !  
— Que nenni ! fit l'oiseau  
effrayé, sortant la tête du  
trou,  
Que votre Seigneurie  
pardonne mon effronterie,  
Je cherchai quelque ver  
pour le dîner.  
— Pour le dîner ! voilà qui  
est fort à propos.  
J'ai une faim de tigre, que  
me proposes-tu ?

Avisant son ami doux médor,  
la trouillarde s'empresse :  
— Je... je vous propose un  
chien  
Bien replet et bien dodu  
Qui fera les délices de votre  
Altesse...

Le tigre mange le chien  
Puis  
du sang de sa victime les  
babines souillées  
s'exclame :  
— Une faim est bien plus  
grande !  
La suite du menu !  
— Je... vous propose un  
chat...  
Aussitôt dit, le chat est  
englouti  
Et après ?  
— Un canari des îles...  
A peine une seconde, et  
plus de canari.  
— Et encore ?  
L'autruche terrorisée,  
hésitante (mais polie),  
Jugea que l'amitié ne  
valait pas  
Qu'on y perde la vie :  
— Un... singe macaque,  
c'est un repas de roi.  
Il est dans la forêt...  
— Dans la forêt, fort  
bien !  
Mais pour ce qui est de toi,  
Allons, tu ne m'es plus

## L'opium du peuple ou La défonce des révisionnistes

Dans le journal pour jeunes «Antirouille», une militante du faux «mouvement de la jeunesse communiste», prénommée Isabelle, «explique qu'entre copains, le samedi soir on fume parfois de l'herbe.» «Tu sais un communiste, c'est un jeune comme un autre, c'est pas le mec strict et tout (!!), ajoute notre jeune révisionniste (citée par le Monde des 28/29 novembre, p.10)

On sait que le révisionnisme est une excroissance qui pousse sur le fumier de la société impérialiste. Il est lié par tous les pores à cette société en pleine putréfaction.

Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce qu'il en partage toutes les tares y compris l'usage de la drogue. On s'en doutait, mais il fallait oser le dire !  
Un lecteur

## Le dernier tango ... à Moscou

La revue soviétique, Litte-  
ra Gazeta, a fait un élo-  
ge sans restriction du  
«dernier tango à Paris»  
qualifiant le film de  
Bertolucci de «chef d'œuvre  
dont on ne saurait»  
censurer la moindre séquen-

ce, ajoutant, fait sans pré-  
cédent, qu'il est tout aussi  
facile d'attribuer le phéno-  
mène du sexe à l'écran au  
seul système bourgeois que  
d'y voir la liquidation révo-  
lutionnaire de vieux ta-  
bous.»

Lisez, faites connaître la brochure de  
L'UNION Culturelle sur la lutte  
des résidents de la Sonacotra

## CHANT DE LUTTE POUR NOS FRÈRES IMMIGRES

On peut se procurer cette brochure  
en envoyant commande et en réglant  
par chèque bancaire à l'ordre de  
M. Durand, BP 321  
75525 Paris cedex 11

En vente aux «Herbes sauvages»,  
70, rue de Belleville, 75020 Paris  
A «La Force du livre», 33, rue  
René-Leynaud, 69001 Lyon  
Prix : 4,00 F

## LE PAYSAN ET LE RENARD

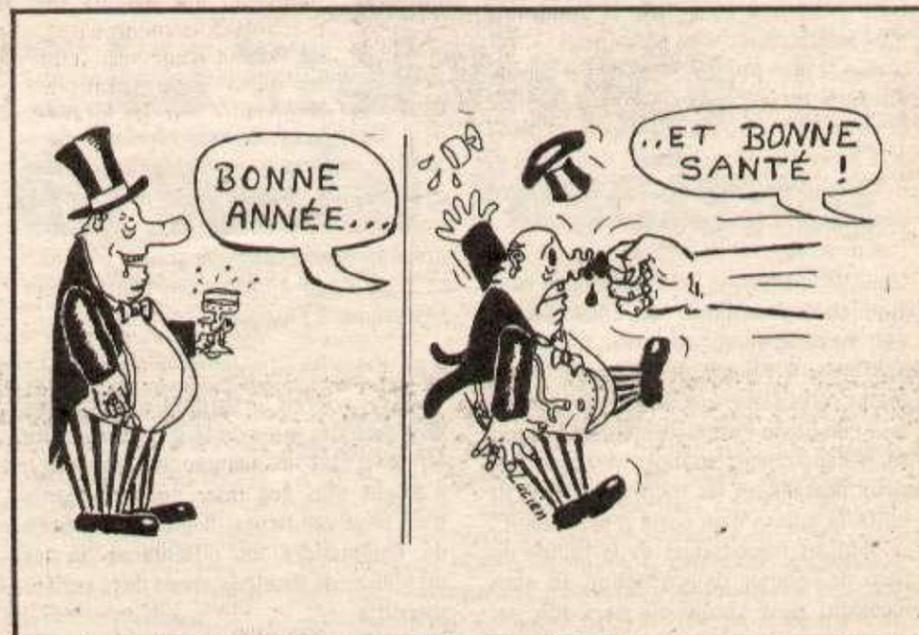
Maitre paysan, dans son étable attaché,  
Tirait de ses vaches, son gagne-pain,  
Maitre renard, par le profit attiré,  
Lui tint ce langage de malin :  
«O hé ! Maitre paysan,  
Que vous me semblez intelligent,  
Avec votre courage et votre réflexion,  
Vous êtes le gardien de nos bonnes traditions.  
Du bon lait, produisez et produisez,  
Œuvre utile, vous ferez !»

A ces mots, Maitre paysan passe au labour ses nuits,  
Ouvre ses mains pour donner son produit.  
Le renard s'en saisit et dit :  
«Mon bon monsieur,  
Apprenez que tout exploitateur vit aux dépens de celui qui  
travaille.  
Voilà la leçon que vous devez retenir piétaille !»

Le paysan, honteux et confus,  
Jura que désormais, on ne l'y prendrait plus.

(tiré de «Vent d'Ouest» de décembre 75) La Fontaine à lait.

## Vu par Lucien



# L'Humanité Rouge

## La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

# LA FERME DES CHINOIS D'OUTRE-MER

En arrivant à Sin Long nous eûmes l'impression d'arriver dans un de ces endroits paradisiaques décrits dans les contes : la résidence où nous allions loger était un beau bâtiment blanc tout en longueur et sans étage entouré d'un parc luxuriant. Les fleurs semblaient plus belles les unes que les autres et leurs parfums uniques ; les multiples variétés de plantes vertes ou flamboyantes étaient autant de découvertes. Des arbres aux fruits inconnus s'élevaient au milieu des bananiers et des cocotiers et des figuiers, tandis que derrière le bâtiment, coulaient les eaux brûlantes d'une source thermale.

Nous allions de découverte en découverte dans cet endroit aménagé par les travailleurs de la ferme d'État à l'intention de leurs hôtes. Mais la découverte la plus importante pour nous fut sans nul doute celle des travailleurs de la ferme eux-mêmes : c'étaient des Chinois d'outre-mer rapatriés. Nous ignorions l'existence de ces Chinois à qui le président Mao et l'État prolétarien avaient accordé une grande attention. Ils étaient venus de près de 21 pays ou régions du monde : beaucoup vivaient en Malaisie ou en Indonésie où ils avaient été persécutés. Opprimés par les colonialistes et les propriétaires fonciers, ils menaient une existence misérable. Dès 1952, le gouvernement chinois envoya des bateaux spéciaux pour les installer en Chine, et il leur confia des terres dans l'île de Hainan car les conditions climatiques y sont proches de celles des pays du Sud-Est asiatique.

De plus, afin qu'ils se sentent pleinement membres de la République populaire, le Parti communiste ne cessa de les aider et de les suivre attentivement dans leurs diverses activités. C'est ainsi même que le camarade Chou En-lai proposa qu'il y ait une équipe de la ferme lors d'un match national de badminton.

Sur le plan politique, le Comité central du parti et le président Mao ont prêté attention à ce qu'ils aient leurs délégués à la 3e et à la 4e assemblées nationales et à l'université Tsinghoua de Pékin sont admis des étudiants de la ferme.

En retour, nous allons constater au cours de notre visite, une grande joie de la population de la ferme qui, sous la direction du parti, avance aussi bien sur le plan politique que dans le domaine de la production. Dans une équipe de production composée essentiellement de Chinois de Malaisie, nous sommes reçus par de vieux paysans sur les traits desquels se lit toute la misère d'un passé d'oppression : ce sont les responsables de la cellule du parti de l'équipe de production. Ils nous reçoivent dans l'école où deux fois par

semaine on étudie les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung alors qu'il y a quelques années encore, beaucoup ne savaient pas lire.

Après avoir souligné les succès obtenus dans la production du caoutchouc (ici, on cultive surtout l'hévéa, le riz et les arachides) qui a dépassé les normes, une vieille camarade de 70 ans nous dit : « Les conditions de vie et l'état d'esprit sont excellents. Sous la direction du président Houa Kouo-feng, tout le monde est heureux de l'élimination de la bande des quatre. Après le décès du président Mao, tous les ouvriers sont décidés à transformer leur douleur en force. Il y a vraiment une atmosphère de travail qui règne ici ».

En sortant de l'école, nous prenons une photo devant une de ces remarquables caricatures que l'on trouve dans les coins les plus reculés de Chine : la bande des quatre y est stigmatisée, beaucoup de travailleurs de l'équipe, beaucoup d'enfants sont là qui nous applaudissent amicalement.

Après la visite de l'équipe de production, de l'usine de caoutchouc et des plantations de poivriers, cacaoiers, caféiers, la camarade du comité de parti de la ferme qui, nous l'apprenons plus tard, est aussi une élue à la 4e assemblée nationale, nous explique : « Nous, Chinois d'outre-mer, nous sommes très reconnaissants au président Mao et au parti. Nous vivons dans une grande famille socialiste. Si nous sommes heureux, c'est grâce à la dictature du prolétariat. L'amélioration du niveau de vie se traduit par une progression continue de l'épargne. Les loyers sont de 10 centimes, la crèche de 50 centimes pour le mois. L'eau est gratuite. Nous pouvons travailler sans souci. Les soins médicaux sont gratuits et les cotisations modiques. Sur le plan politique, le parti accorde de l'importance à son développement : sur 18 000 personnes, il y a 1 700 membres du parti, 107 cellules et 1 300 membres de la Ligue de la jeunesse ».

Et la camarade conclut : « Nous voulons apporter une contribution plus grande à l'avenir après le décès du président Mao. Nous sommes résolus à prendre des mesures pour avancer en prenant exemple sur Tatchai. Pour préparer des conditions meilleures, nous organisons nos travailleurs dans une grande bataille : cela, c'est pour apporter une contribution plus grande à l'humanité toute entière ».

A cet endroit, il faudrait quand même dire quelques mots de la différence entre ferme d'État et commune populaire ; d'autant plus que pour nous, habitants d'un pays capitaliste, il est bien difficile de comprendre les différences, et les problèmes de développement de la société socialiste.



Dans l'île de Hainan, le camarade Jurquet avec des ressortissants chinois rapatriés d'outre-mer (Indonésie, Birmanie, etc.).

La ferme d'État est la propriété du peuple tout entier et les travailleurs y sont des ouvriers.

La commune populaire qui constitue un progrès par rapport à la coopérative de type supérieur est fondée sur la propriété collective des moyens de production des habitants de la commune : l'étape de développement et de consolidation des communes populaires n'est pas achevée : l'unité de production reste la brigade de production, qui est une subdivision de la commune, et cela pour une longue période.

Mao Tsé-toung a toujours souligné que pour prendre un repas on ne peut tout avaler d'un coup, il faut manger bouchée par bouchée. Voilà pourquoi le mouvement pour prendre exemple sur la brigade de production de Tatchai revêt une telle importance.

L'orientation donnée à toute l'agriculture de suivre l'exemple de Tatchai a été tracée par le président Mao Tsé-toung.

Deux principes essentiels ont guidé cette bataille qui vise à consolider les bases matérielles de la dictature du prolétariat : d'abord le travail d'explication, de persuasion, d'éducation dans un esprit socialiste des masses.

La brigade de production est la base sur laquelle on éduque les paysans et sur laquelle on les mobilise pour le développement et la modernisation de l'agriculture.

A Tatchai le parti a principalement mis l'accent sur l'éducation des paysans dans l'esprit socialiste, dans l'esprit mar-

xiste-léniniste ; les tendances rétrogrades capitalistes qui continuent d'exister ont été mises en échec par l'éducation et par des mesures pratiques qui donnent la suprématie aux anciens paysans pauvres et moyens-pauvres ; l'essor de la production, la modernisation de l'agriculture et aussi le développement de l'esprit collectif ont été obtenus par la mise en œuvre de grands travaux (barrages, canaux, etc.) ; l'embourgeoisement des cadres a été prévenu par leur participation au travail de production et par l'étude, etc.

Le président Houa Kouo Feng a souligné à propos du rôle des travaux agricoles de base dans la mobilisation des paysans que :

« Plus ils font, plus ils pensent à entreprendre ; plus ils font, plus ils osent entreprendre ; plus ils font, plus ils sont capables d'entreprendre ».

Il semble bien que les « quatre » cherchaient à forcer la main aux paysans, à passer prématurément à la commune populaire comme unité de production ; ils se coupaient des masses paysannes, sabotant aussi bien la dictature du prolétariat que le développement de l'économie.

Bien sûr, dire ces quelques mots, c'est effleurer le sujet si important et complexe qu'une Conférence nationale sur l'agriculture y a été consacrée sous la direction du camarade Houa Kouo-feng ; mais l'important c'est de comprendre que le travail de persuasion et de conviction est décisif : l'exemple négatif des pays de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique est là pour en témoigner...